



# La lettre trimestrielle de l'AFRITAC de l'Ouest

## N° 40 – mai 2023 – juillet 2023

### Sommaire

Vue d'ensemble	2
Activités par domaine	3
Les cours en ligne du FMI	18
Rapports de missions mis en ligne sur le site du FMI	18
Activités à venir	20



Belgique  
partenaire du développement



## VUE D'ENSEMBLE

La trente-troisième réunion du Comité d'orientation (CO) du Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Afrique de l'Ouest s'est tenue le 15 juin 2023 à Abidjan, en format hybride avec 36 participants présents à Abidjan et 23 par visioconférence.

Monsieur Joao Alberto Djata, Secrétaire d'Etat au Budget de la Guinée-Bissau, représentant Monsieur Ilidio Vieira Té, ministre de l'Économie et des Finances de la Guinée-Bissau, Président du Comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest a assuré la Présidence du CO de l'AFRITAC de l'Ouest.

Le CO avait pour objectifs d'examiner l'exécution du programme de travail pour l'année fiscale (AF) 2023 couvrant la période mai 2022 à avril 2023 et de discuter du programme de travail de la prochaine année fiscale (AF) 2024.

Cinq temps forts ont marqué la cérémonie d'ouverture : (i) l'allocution de bienvenue du pays hôte, prononcée par Madame Minafou Fanta Coulibaly-Koné, Directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances de la Côte d'Ivoire; (ii) l'allocution d'ouverture des travaux du Président du CO ; (iii) l'exposé de Monsieur Roger Nord, Directeur adjoint de l'Institut de renforcement des capacités du FMI (ICD) sur les Priorités du développement des capacités en Afrique du FMI: soutenir la reprise, préparer l'avenir; (iv) L'engagement de la France pour le renforcement des capacités dans la sous-région, par Monsieur Félix DE LIEGE, Adjoint au Chef du Service économique régional pour l'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana) et ; (v) les perspectives économiques régionales en Afrique subsaharienne, présentées par Monsieur Kalonji, Pierre Kadima, Représentant résident du FMI en Côte d'Ivoire.

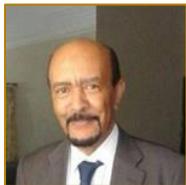
Pour ce qui est des nouvelles du personnel, au cours du premier trimestre de l'AF 2024, le Centre a enregistré l'arrivée de mademoiselle Guei Sefora, recrutée comme assistante administrative. Parfaitement bilingue, elle comptabilise jusque-là (07) années d'expériences professionnelles respectivement dans le domaine juridique, commercial et le management, notamment dans des organismes internationaux et institutions privées. Elle a entre autres travaillé en tant qu'assistante juridique technique contrats-marchés à la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire – Union Européenne et servi en tant que bénévole internationale à Nigeria Lagos Mission.

# ACTIVITES PAR DOMAINE

## A dministration douanière

AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer la gestion du risque et la sélectivité des contrôles, la maîtrise de la base taxable à l'importation, la dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement et le renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.

### Conseiller résident en administration douanière



Avant son arrivée à l'AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, **M. Ahmed Boilil** a été conseiller résident en techniques douanières au Togo dans le cadre d'un projet Banque africaine de développement (BAD). Il a été également conseiller résident en administration douanière à l'AFRITAC de l'ouest de janvier 2009 à décembre 2012. Auparavant il a été Directeur général adjoint des douanes en Mauritanie.

**Séminaire régional du FMI sur la modernisation des procédures douanières pour atteindre les objectifs de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf).** Le Département des finances publiques (FAD) du FMI, en liaison avec l'AFRITAC Ouest a organisé un séminaire régional à Abidjan du 5 au 7 juin 2023. Ce séminaire, organisé dans le cadre d'un programme bénéficiant du soutien financier du Gouvernement du Japon, a rassemblé des cadres des administrations douanières des dix pays membres de l'AFRITAC Ouest ainsi que de l'UEMOA, de la CEDEAO, du secrétariat de la ZLECAf et de l'OMD. L'objet de l'atelier est d'aboutir à une convergence de vues entre les participants – représentants des douanes des États et d'organisations régionales et internationales, sur les besoins prioritaires de modernisation de l'administration douanière en lien avec la mise en œuvre de la ZLECAf, ainsi que sur les options modernes qui devraient être retenues pour y répondre.

**Niger - Apprentissage par les pairs organisé à l'intention des membres du comité d'interfaçage**

**DGI-DGD et devant concourir au renforcement du projet d'échange automatisé des données entre les administrations fiscale et douanière du Niger du 26 juin au 3 juillet 2023.** Le stage organisé à l'intention de six cadres du Niger leur a permis de s'imprégner du cadre de collaboration entre les administrations fiscale et douanière de la Côte d'Ivoire. Les travaux leur ont permis d'étudier la cartographie des données échangées, ainsi que les mécanismes d'échange mis en place tout comme les outils utilisés pour réaliser la plateforme d'interfaçage et les développements techniques pour son implémentation. Les cadres se sont imprégnés des applications informatiques développées par la DGD et la DGI pour améliorer le civisme fiscal en Côte d'Ivoire.

**Guinée - Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 10 au 21 juillet 2023.** La majorité des recommandations préconisées en août 2022 a été partiellement exécutée. La stratégie lancée en février 2019 a certainement souffert des conséquences néfastes provoquées par la crise sanitaire. Les

quelques mesures de renforcement fournies devraient permettre de réaliser un saut qualitatif afin d'atteindre les objectifs fixés par la stratégie adoptée.

## **A** dministration fiscale

L'AFRITAC de l'Ouest conduit ses activités d'assistance technique en lien étroit avec la surveillance macroéconomique et les programmes du FMI pour aider les pays membres à surmonter leurs points faibles et aligner leurs niveaux de collecte des recettes sur leurs potentiels économiques. En liaison avec le Département des Finances publiques (FAD) du FMI, le Centre concentre son action sur l'amélioration de la maîtrise du risque de non-conformité et la consolidation des fonctions essentielles des administrations fiscales de la sous-région.

### Conseiller résident en administration fiscale



**M. Nicolas Hiol** soutient depuis 2017 les administrations fiscales de la Guinée, du Niger et du Togo. En tant que membre du panel d'experts du FMI, il avait déjà eu l'occasion de mener différentes missions d'assistance technique dans la sous-région, au Burkina Faso, en Guinée et en Mauritanie.

**Guinée – Appui à la mise à jour du plan de mobilisation des recettes du 29 mai au 9 juin 2023.** Pour aider la DGI à atteindre la cible 13,5 milliards GNF fixée en 2023, un plan de collecte des recettes a été préparé pour la période 2023-2024. Une stratégie a été formulée, avec notamment 5 actions visant à sécuriser les contribuables fidélisés, et, 10 initiatives qui devront améliorer la sincérité des déclarations et un cadre de gouvernance du plan.

**Guinée - Appui à la préparation du plan stratégique de la DGI du 05 – 16 juin 2023.** Cette mission était conduite par le Département des finances publiques (FAD) du FMI. Elle a permis de définir le cadre conceptuel de cet important outil dont l'objectif stratégique sera adossé sur la réduction du gap fiscal de la Guinée. L'équipe en charge de cette activité a également été formée aux règles de la planification stratégique.

## Conseiller résident en administration fiscale



**M. Olivier Sanz,** conseiller résident en administration fiscale auprès de l'AFRITAC de l'Ouest depuis 2021, compte plus de vingt-cinq

années d'expérience au sein de l'administration fiscale française, où il a occupé de nombreux postes à responsabilité, tant en administration centrale que dans les services opérationnels. Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest, où il a été conseiller résident de 2017 et 2019, Olivier Sanz était consultant international et membre du panel des experts du FMI. A ce titre, il a conduit de nombreuses missions d'assistance technique au Maghreb, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

### **Bénin – Appui à l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme.**

A la suite de la dernière mission d'assistance technique en avril dernier, le Centre a apporté son concours aux cadres de l'administration fiscale béninoise qui participent à l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (SRMT).

Ces travaux, conduits en étroite collaboration avec le Département Afrique (AFR) et le Département des finances publiques (FAD) du FMI, visent, dans une démarche inclusive

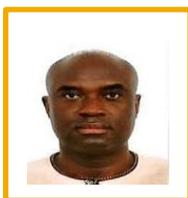
regroupant l'ensemble des régies financières (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes, Direction générale du trésor et de la comptabilité publique et Agence nationale du domaine et du foncier), à doter le Bénin d'une stratégie globale de mobilisation des recettes pour la période 2024-2028 (questions de politique fiscale et réformes d'administrations fiscale et douanière).

### **Côte d'Ivoire – Présentation du concept de stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (Abidjan, 22 juin 2023).**

Aux côtés du Représentant résident du FMI en Côte d'Ivoire et du Département des finances publiques (FAD) du FMI, le Centre a participé à la réunion de présentation du concept de stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (SRMT).

Cette rencontre de très haut niveau, à laquelle participaient des hauts responsables des ministères du Plan et de l'investissement, de l'Economie et des finances, du Budget et du portefeuille de l'Etat, ainsi que les responsables des administrations fiscale, douanière, du trésor et de la comptabilité publique, a permis de présenter l'approche SRMT et ses 4 composantes interdépendantes (un large consensus politique sur des objectifs chiffrés, une réforme globale du système fiscal pour les atteindre, un engagement permanent des autorités et un soutien extérieur coordonné) et de détailler les différentes étapes de son élaboration, ses structures de gouvernance et, forts des leçons tirées des autres pays, les défis à surmonter.

## Conseiller résident en administration fiscale



**M. Roland Atanga Fongue**, Inspecteur principal des impôts et docteur en droit public, a travaillé pendant deux décennies au sein de l'administration fiscale camerounaise. Il y a contribué, à divers postes de responsabilités, à la mise en place de nombreuses réformes d'administration fiscale et de densification du réseau de coopération fiscale internationale. Membre du panel d'experts du FMI

depuis 2011, il a mené de nombreuses missions d'assistance court terme en matière d'administration fiscale dans une quinzaine de pays. Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en octobre 2022, il a conduit une assistance technique long terme entre 2019 et 2022 au profit du Tchad, de la République centrafricaine (RCA) et de la République démocratique du Congo (RDC).

### **Mali : Appui à la modernisation de l'administration des moyennes entreprises de Bamako- du 26 juillet au 08 aout 2023.**

Cette activité de renforcement des capacités a aidé l'administration fiscale malienne à renforcer la gestion des centres des impôts des moyennes entreprises (CIME) d'une part et à peaufiner le plan post-TADAT dans le secteur des moyennes entreprises d'autre part. en rappel , après la mission d'évaluation TADAT conduite par le FMI en avril 2023, les autorités maliennes ont sollicité la mise en place d'un plan post -TADAT pour consolider les acquis et corriger les faiblesses constatées lors de l'évaluation. Ce plan post-TADAT couvre tous les segments d'administration de la population fiscale malienne. Les travaux de la mission ont permis : la simplification du dispositif de mobilité des dossiers entre segments, l'appui à l'élargissement des fichiers des CIME avec 1081 contribuables potentiels à fidéliser pour élargir le répertoire, la mise en place d'actions de renforcement du civisme fiscal centrées sur la maîtrise de la défaillance, et la mise en place d'un dispositif pour faciliter et poursuivre les actions définies par la mission.

### **Burkina Faso : Approfondissement de l'analyse risque dans la programmation automatisée du contrôle fiscal (juin 2023).**

La mission conduite à Ouagadougou du 22 mai au 02 juin 2023 a permis aux autorités de poursuivre et approfondir les travaux menés en matière d'analyse risque dans la programmation du contrôle fiscal. La mission a poursuivi les travaux en cours pour automatiser la programmation du contrôle fiscal sur la base des risques et de renforcer le cadre méthodologique de cet exercice. Les principaux résultats de cette mission sont : la préparation d'un cahier de spécifications pour l'implémentation des règles définies ; l'organisation de trois ateliers pratiques pour l'appropriation des règles définies notamment celles portant sur les règles sectorielles, les recoupements, les règles d'évolution et de cohérence ; la mise en place d'un chronogramme d'implémentation des règles en vue de la production du programme automatisé de contrôle de l'exercice 2024 ; la conception d'une fiche de suivi des enquêtes fiscales.

# Gestion des finances publiques

Dans ce domaine, l'AFRITAC vise l'amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses publiques. Sous l'aspect gestion budgétaire, le programme d'activités vise le renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution et le contrôle. S'agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.

## Conseillère résidente en Gestion des dépenses publiques-aspect budget



**Ha Vu** a occupé plusieurs postes au FMI, comme économiste principal au sein du Département des finances publiques (FAD), ainsi qu'à la Banque mondiale. Elle dispose d'une expérience de 20 ans dans les finances publiques. Elle a contribué à l'élaboration du cadre d'évaluation de la gestion des investissements publics du FMI (PIMA).

### Séminaire interrégional en gestion des investissements publics, 2e édition, du 30 mai au 1er juin 2023.

Il s'agit de la deuxième édition de la série du séminaire conjoint avec l'AFRITAC du Centre et le Département des finances publiques (FAD) du FMI sur le renforcement de la gestion des investissements publics. Le séminaire a abordé en profondeur des sujets parmi ceux qui ont été exprimés par de nombreux participants au premier séminaire sur les domaines qui sont essentiels pour mieux se remettre de la pandémie de COVID-19. Il s'agit notamment du risque budgétaire et de la viabilité de la dette liés aux investissements publics, de la programmation des investissements, de l'autorisation d'engagement pluriannuel, de la codification des projets pour une gestion efficace tout au long du cycle des projets.

### Togo – Renforcement de la programmation et de la budgétisation des dépenses de personnel en mode programme, du 17 au 28 avril 2023.

La mission a appuyé les autorités togolaises dans le renforcement de la programmation et de la budgétisation des dépenses de personnel dans le cadre de la gestion axée sur les résultats. La mission a dressé une première cartographie des problématiques et voies de progrès, tout en présentant les méthodologies couramment employées pour la budgétisation de la masse salariale aux divers acteurs. La mission a doté la Direction générale du budget et des finances des outils nécessaires à la programmation et à la budgétisation des dépenses de personnel pour répondre aux standards internationaux et mettre en place des moyens pratiques et utiles pour une plus grande efficacité dans la gestion des dépenses de personnel.

### Côte d'Ivoire – Renforcement de la capacité de suivi de la performance de la gestion des finances publiques - Formation des indicateurs PEFA, du 12 au 16 juin 2023.

L'appui était sous forme d'une formation en présentiel sur les principaux indicateurs du cadre d'évaluation de la gestion des finances publiques (PEFA) à l'attention des membres du

Comité Technique de Suivi (CTS) et de la Cellule Technique de Coordination (CTC) du Projet d'appui à la gestion économique et financière (PAGEF) du ministère de l'Économie et des finances. La formation a présenté le cadre général d'évaluation et le détail des indicateurs, en sensibilisant également les participants aux nouvelles composantes climat et genre du cadre PEFA. La présentation des indicateurs a également été l'occasion d'échanges sur les réformes récentes de la GFP menées par la Côte d'Ivoire. Outre les représentants du PAGEF, la formation a réuni des participants issus des principales structures concernées par l'évaluation PEFA, en l'espèce : la direction générale du budget et des finances, la direction générale du trésor et de la comptabilité publique, la direction générale des impôts, la direction générale des douanes, la direction générale de l'économie, la direction des affaires financières et du patrimoine, la

direction du contrôle financier, l'inspection générale des finances, l'inspection générale d'État, et la Cour des comptes.

### **Sénégal – Appui à l'élaboration d'un cadre réglementaire de la gestion des investissements publics, du 15 mai au 16 juin 2023.**

La mission a appuyé les autorités sénégalaises à développer un projet de décret sur la gestion des investissements publics (GIP) couvrant toutes les phases du cycle de GIP, intégrant les considérations climatiques et ce, conformément aux recommandations du PIMA (l'évaluation de la gestion des investissements publics) et C-PIMA (le module PIMA changement climatique) de février 2023. La mission a eu des échanges en profondeur avec toutes les parties prenantes et elle a organisé un atelier de validation du projet de texte réglementaire sur la GIP, impliquant toutes les structures impliquées dans la GIP.

### **Conseillère résidente en Gestion des dépenses publiques-aspect trésor**



**M. Naby Abraham Ouattara** a exercé pendant 21 ans au Trésor Public du Burkina Faso où il a occupé graduellement les principaux postes de responsabilités dont notamment ceux de Directeur des Affaires Monétaires et Financières, d'Agent Comptable Central du Trésor et de Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique. Il a effectué plusieurs missions d'assistance technique en qualité d'expert court terme du Département des Finances Publiques du FMI. Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest, M.

Ouattara a servi pendant trois ans et demi, à Conakry en qualité de conseiller en gestion des finances publiques pour le compte du FMI.

**Burkina Faso - Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale par le contrôle interne comptable du 8 au 19 mai 2023.** La mission a fait l'état de la mise en œuvre des recommandations précédentes, évalué le dispositif de contrôle interne comptable (CIC) existant, proposé un schéma organisationnel cible pour l'implémentation du CIC ainsi qu'une feuille de route pour la mise en place du CIC.

Au titre des principaux constats, la mission a noté un besoin de renforcer l'appropriation et le suivi de la mise en œuvre des recommandations, quelques avancées probantes et une nécessité de préciser davantage le contenu de la notion de contrôle interne telle qu'elle figure dans le décret portant organisation type des départements ministériels.

### **Niger - Appui à la préparation du bilan d'ouverture du 24 avril au 5 mai 2023.**

La mission a appuyé la préparation du bilan d'ouverture (BO) de l'Etat dans le cadre de la transition à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP) à travers l'actualisation de la stratégie du BO, l'élaboration d'un plan d'actions prioritaires de la préparation du BO et le renforcement de capacités sur le bilan d'ouverture et la transition à la CDCP.

Compte tenu de la complexité et la nouveauté des opérations à mener sur le patrimoine, la mission a proposé une stratégie progressive et prudente d'enrichissement du BO du Niger sur la période 2025 à 2028.

### **Côte d'Ivoire – Atelier de formation sur la prévision et la gestion de la trésorerie de l'Etat du 10 au 14 juillet 2023.**

L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités des cadres en prévision et gestion de la trésorerie de l'Etat. L'atelier qui s'est tenu à Yamoussoukro a connu la participation d'une vingtaine de cadres de la Direction Générale des Financements (DGF), de la Paierie Générale de la Dette Publique, du contrôle, financier, et du cabinet du MEF, impliqués dans la gestion de la trésorerie de l'Etat et la mobilisation des ressources de marché.

L'atelier a fait l'objet de douze présentations suivies d'échanges autour des concepts, outils, techniques et enjeux de la prévision et de la gestion de la trésorerie de l'Etat et d'un cas pratique de synthèse.

## **G**estion de la dette et développement des marchés financiers

L'AFRITAC de l'Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie, appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique et soutient les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.



### **Conseiller résident en gestion de la dette et développement des marchés financiers**

Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, **M. Soltani Chaker** a été, Conseiller en gestion de la dette publique à AFRITAC Centre (Centre qui couvre 9 pays de l'Afrique centrale). Auparavant, M. Soltani a occupé divers postes au sein du ministère des Finances tunisien, il a été nommé Directeur général de la dette de 2011 à 2014 et Directeur de la stratégie de la dette en 2006.

### **Guinée – Renforcement des pratiques d'élaboration de la stratégie de gestion de dette à moyen terme (SDMT) - du 26 avril au 05 mai 2023.**

La mission avait pour objectifs de (i) soutenir les efforts des autorités en matière d'élaboration et de mise en œuvre de la SDMT en aidant les services de gestion de la dette à mieux maîtriser le cadre et l'outil de la SDMT ; (ii) former un plus

grand nombre de cadres à l'utilisation de l'outil de la SDMT ; et (iii) renforcer les connaissances des services de gestion de la dette sur la démarche de préparation du plan annuel d'emprunts associé à la SDMT.

Les travaux de la mission se sont déroulés sous forme d'atelier de formation, d'échange et de discussion qui ont réuni les cadres de la Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement (DNDAPD), de la Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique (DNTCP), de la Direction générale du Budget, de la Direction des prévisions économiques et de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG).

La mission a également rencontré en bilatéral les trésoriers de trois banques actives sur le

marché des valeurs du Trésor afin de recueillir leurs avis sur les perspectives de la demande du marché sur les titres publics.

### **Côte d'Ivoire – Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme- SDMT- du 10 au 19 mai 2023.**

L'assistance technique et la formation ont porté sur une analyse coût-risque de la dette. L'exploration de différentes stratégies de financement a confirmé la nécessité d'adapter la stratégie aux circonstances actuelles du marché. La mission a souligné qu'une mise en œuvre réussie de la stratégie nécessite un suivi et des rapports semestriels, ainsi qu'une planification adaptative. L'appui a permis d'examiner le dernier document stratégique 2023-2027 et les améliorations possibles.

## **S**upervision bancaire

Le champ d'intervention de l'AFRITAC de l'Ouest dans le domaine de la supervision et de la réglementation financière vise à renforcer la solidité du système financier, à travers notamment la mise en conformité des réglementations et pratiques avec les principes définis par le Comité de Bâle, tels que le cadre prudentiel dit Bâle II / Bâle III, et la consolidation des acquis en matière de supervision basée sur les risques.

### **Conseiller résident en supervision bancaire**



**M. Jean-Charles Normand** a rejoint l'AFRITAC de l'Ouest en janvier 2021 après une expérience de plus de trente ans au sein de la Banque de France, notamment dans des fonctions relatives à la supervision bancaire. Depuis 2004, il était en effet chef de missions de contrôle sur place, intervenant pour le compte de l'ACPR ou de la BCE auprès, des principaux établissements bancaires français mais également de compagnies d'assurances.

### **UMOA - Secrétariat général de la Commission bancaire – Revue de dossiers de crédit – du 5 au 7 juillet 2023.**

L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités en matière d'exécution des revues de dossiers de crédit. La formation a permis de clarifier (1) les objectifs pouvant être assignés à

ce type de mission, (2) les conditions de leur préparation (notamment la sélection des portefeuilles à examiner), (3) les informations à obtenir des institutions sous forme de fichiers de données, (4) les procédures d'échantillonnage basées sur des méthodes sensibles au risque,

### **UMOA - Secrétariat général de la Commission bancaire – Procédures d'agrément – du 21 au 23 juin 2023.**

L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités des agents relativement aux procédures d'agrément des établissements de crédit et en considération du principe fondamental n° 5 du Comité de Bâle.

La responsabilité de l'octroi des agréments est porteuse d'enjeux multiples : au regard, par exemple, de la protection de la clientèle et des fonds remis, de la stabilité du système financier, du bon respect des règles prévalant en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux, etc. De plus, elle s'exerce dans un contexte ayant connu des évolutions significatives au cours des

### **Mauritanie – Banque Centrale de Mauritanie– Revue annuelle des banques et procédures d'agrément – du 15 au 26 mai 2023.**

La mission visait à finaliser la grille d'évaluation de la solidité des établissements, de définir un cadre pour les études annuelles des banques et de poursuivre les travaux relatifs aux procédures d'agrément.

A l'issue de la mission, l'ensemble des banques ont été notées, dans le cadre d'un atelier avec

(5) l'analyse des dossiers et les outils de suivi/rapport de cette analyse, (6) les conditions de projection des résultats et (7) le suivi de la revue. De nombreux exercices ont été réalisés au cours de la formation.

dernières années, avec notamment la multiplication des catégories d'établissements agréés, l'irruption des Fintechs et la mise en place de « bacs à sable » par certaines juridictions, les risques croissants associés à la digitalisation et à la sécurité de l'information.

La formation a réuni 14 personnes et a comporté de nombreux cas pratiques. Parmi les sujets mis en exergue, figurent les problématiques d'intégrité et de compétence des dirigeants et administrateurs (« fit and proper ») ainsi que les modalités d'analyse des plans d'affaires.

les chargés de dossier, le format des études annuelles a été revue et deux études tests ont été conduites, dont une portant sur un établissement considéré comme systémique. S'agissant de l'agrément des établissements, le manuel de procédures a connu des avancées significatives, un modèle de dossier de base a été élaboré ainsi qu'un modèle de formulaire destiné à l'analyse de l'intégrité et de la compétence des dirigeants.

# S **tatistiques de finances publiques**

L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.

## Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, M. **Nicolas Kacou** a fait une partie de sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire, où il a été chargé d'élaborer le Tableau des opérations financières de l'État (TOFE), notamment à partir de la Balance générale des comptes du Trésor. Il a contribué à la production du manuel de statistiques de finances publiques du FMI.

### **Guinée-Bissau – Mise en œuvre de la directive N°10 de l'UEMOA portant TOFE - Production des tableaux du cadre d'analyse minimum – du 5 au 9 juin 2023.**

Le soutien du centre a permis d'affiner et de finaliser le TOFE et la situation de la dette de l'administration centrale budgétaire. Les sources de données ont été actualisées et les recommandations ont été faites pour la collecte et l'élaboration du bilan financier. Relativement au flux de trésorerie, en absence des données de la balance, un outil a été développé et mis à la disposition des compileurs des statistiques de finances publiques (SFP) pour la production dudit tableau à partir des informations validées par le comité de trésorerie. Relativement à l'élargissement du champ de couverture des SFP, la mission, en collaboration avec les compileurs et producteurs de données primaires, a identifié un échantillon d'établissement publics pour débiter le TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires.

### **Sénégal – Tableaux de la norme spéciale de diffusion des données (NSDD) – du 19 au 30 juin 2023.**

Le Sénégal a adhéré à la NSDD en 2017 et à cet effet, le pays est tenu de produire et de diffuser les statistiques macroéconomiques dont celles de finances publiques. Les travaux de la mission se sont inscrits dans l'assistance du centre aux autorités du Sénégal, pour l'affinement des ébauches de tableaux élaborés par les compileurs des statistiques de finances publiques. Au terme des travaux, le soutien du centre a permis de mettre à la disposition du pays, le TOFE consolidé de l'administration publique (centrale budgétaire + unités extrabudgétaires + sécurité sociale + collectivités locales). La mission a également entamé les travaux d'extension du champ de couverture de la dette aux sous-secteurs de l'administration publique et aux sociétés publiques, dans une perspective de couverture du secteur public.

**Mauritanie – Affinement du TOFE de l’administration centrale budgétaire et élargissement du champ du couverture des SFP au sous-secteur des collectivités locales – du 3 au 14 juillet 2023.**

Le soutien du centre aux autorités de la Mauritanie a porté sur la poursuite du processus de migration des SFP aux normes et principes du MSFP 2014. Toutefois, à la demande de l’équipe pays, un volet a concerné le TOFE de l’administration centrale budgétaire base MSFP 1986. Les sessions techniques ont permis de corriger certaines rubriques. Relativement à la migration des statistiques de finances publiques selon le MSFP 2014, les tables de passage de l’administration centrale budgétaire et des collectivités locales ont été revues et mises à la disposition des compilateurs des SFP. Ces différents outils seront éprouvés lors des séances additionnelles à distance.

**Mali –Reprise en présentiel du processus de migration des SFP aux normes et**

**principes du MSFP 2014 – 24 juillet au 4 août 2023.**

Les travaux de la mission ont débuté par une session de formation. Les séances techniques ont permis d’examiner et d’affiner la table de passage de l’administration centrale budgétaire, d’élaborer celles des sous-secteurs de la sécurité sociale et des collectivités locales et d’identifier un échantillon d’unités pour l’élaboration du TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires. Les travaux ont également permis d’identifier les sources de données pour la production des autres tableaux du cadre d’analyse minimum.

En vue de rattraper le retard engendré depuis la période de la Covid-19 et de la situation politique et sécuritaire, les autorités ont remercié le centre et sollicité un accroissement de l’accompagnement de l’AFRITAC de l’Ouest dans le processus de migration des SFP. A cet effet, il a été convenu de poursuivre les travaux à distance pour le suivi des recommandations et la préparation des missions à venir.

**Conseiller résident en Statistiques de finances publiques**



M. **Millogo François** a exercé, pendant 15 ans, des fonctions d’Administrateur des services financiers au Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers puis à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Burkina Faso. Il a travaillé principalement dans le domaine des Statistiques de finances publiques (SFP), notamment du Tableau des opérations financières de l’Etat (TOFE).

**Burkina Faso- Renforcement des capacités et consolidation des opérations financières des administrations publiques - du 17 au 28 juillet 2023.**

**Objectifs** : (i) sensibiliser et renforcer les capacités de la Cour des Comptes, de la

Commission Finances et Budget (COMFIB) de l’Assemblée Législative de Transition (ALT), de certains acteurs de la société civile et des membres du Comité SFP sur la méthodologie du MSFP 2014, (ii) affiner le TOF consolidé des administrations publiques au titre des exercices

2020 et 2021, (iii) examiner les sources de données pour l'extension du champ de couverture des SFP aux sociétés publiques et (iv) réfléchir sur les moyens d'améliorer la diffusion du TOFE actuel et des autres statistiques de finances publiques.

**Constats et résultats** : les objectifs ont été globalement atteints. Des sessions de formation et de sensibilisation sur les SFP, en particulier le TOFE, ont été tenues au profit d'une soixantaine de participants. S'agissant de l'affinement du TOF consolidé des administrations publiques, au titre des exercices 2020 et 2021, la mission a effectué des visites d'échanges et de collecte de données auprès du Fonds d'intervention pour l'environnement (FIE), de la Direction de la tutelle financière des collectivités territoriales (DTFCT) et de la Perception spécialisée du

ministère des Mines et carrières (PS/ Mines). Cela a contribué à disposer de TOF consolidé au titre de 2020 et 2021. Quant à l'extension du champ de couverture des SFP, le Burkina est en bonne voie pour produire la situation des opérations (TOF) des sociétés publiques en 2023. En effet, un atelier de réflexion a été tenu avec les producteurs de données financières des dites sociétés publiques. Cela a permis de disposer d'une table de passage entre le plan comptable des sociétés publiques et la classification du MSFP 2014. Enfin, relativement aux échanges sur les moyens d'améliorer la diffusion du TOFE actuel et des autres SFP, les autorités à travers la ministre déléguée chargée du budget ont donné des instructions pour que les productions statistiques de la DSOFE soient publiées sur le site web du MEFP.

## **S**tatistiques du secteur réel

L'AFRITAC de l'Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d'année de base dans tous ses pays membres. Le Centre appuie le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

### Conseiller résident en Statistiques du secteur réel



M. **Sébastien Manzi** a travaillé d'abord en tant qu'économiste au département des statistiques du Fonds monétaire international à Washington, ensuite comme Conseiller Résident à l'AFRITAC Centre basé à Libreville au Gabon.

**Côte d'Ivoire – Statistiques de Comptabilité Nationale.** Les travaux du 19 au 30 juin 2023 ont consisté à appuyer l'Institut national de la statistique (INS) de la Côte d'Ivoire dans l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) définitifs de l'année 2020. Cette mission portait plus spécialement sur l'examen et la validation du traitement des différentes sources avec un accent particulier sur la formation à ces travaux des agents récemment recrutés (au nombre de dix pour la

Direction de la comptabilité nationale). La mission a assisté l'INS dans le traitement des sources pour les CNA définitifs de 2020. Elle s'est focalisée sur deux axes de travail en vue d'atteindre cet objectif.

**Togo – Statistiques de Comptabilité Nationale - du 29 mai au 9 juin 2023.** Au total, 128 séries ont été étudiées. La mission a aidé l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) à identifier une quinzaine de branches

pour les comptes nationaux trimestriels (CNT) et une vingtaine de branches d'activité pour l'indices mensuels d'activité économiques (IMAE) qui présentent saisonnalité. Les séries de ces différentes branches ont été désaisonnalisées sur la base des métadonnées fournies par l'INSEED et des tests de saisonnalité. La mission a aidé l'INSEED à mettre en place un cadre de production pour la production des CNT et IMAE désaisonnalisés.

La mission et l'INSEED ont discuté du calendrier de la première publication de séries corrigées des variations saisonnières.

## **A** nalyse macro-budgétaire

Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires.

### Conseiller résident en Analyse macro-budgétaire



M. **Djoret Biaka Tedang** a travaillé pour plusieurs organisations internationales dans le domaine de la modélisation et du cadrage macroéconomique et budgétaire avant d'intégrer l'AFRITAC de l'Ouest en 2018. M. Djoret a été également chef de division Conjoncture et Prévision au Tchad.

### Guinée

#### **Mettre en place des outils et de bonnes pratiques de prévision des recettes, du 24 avril au 5 mai 2023**

La mission visait à améliorer la pratique et les outils de prévision des recettes budgétaires et de simulation d'impact de mesures fiscales nouvelles. Dans le cadre d'un atelier, la mission a rappelé le cadre méthodologique de projection des recettes et les enjeux liés au calendrier et au processus d'identification et d'évaluation de l'impact des mesures nouvelles.

A la fin de la mission, un outil de prévision des recettes portant sur 7 principaux impôts et son manuel de l'utilisateur ont été livrés mais les estimations devraient être reprises une fois que les données fines auront été rendues disponibles. De même, un outil de simulation d'impact de mesures fiscales nouvelles et son manuel de l'utilisateur ont été fournis. Des recommandations visant à renforcer la couverture, à opérationnaliser et améliorer la qualité de ces outils ont été formulées.

### Mauritanie

#### **Opérationnaliser l'outil de cadrage macroéconomique (suite et fin), du 27 avril au 10 mai 2023**

Les travaux ont consisté tout d'abord à améliorer le modèle, notamment avec l'identification et la résolution des difficultés informatiques rencontrées dans son utilisation.

Des formations à l'utilisation des différents modules (secteur réel, TOFE, balance des paiements, situation monétaire et le hub pour le pilotage du modèle) ont été ensuite réalisées.

Le manuel d'utilisateur du modèle a été révisé pour intégrer les modifications apportées au modèle. En outre, la mission a permis la réalisation d'un cadrage à l'aide du modèle. Enfin un canevas de rédaction la note de cadrage macroéconomique a été mis en place et les travaux d'élaboration de la note ont été lancées.

## Côte d'Ivoire

### **Intégrer la gestion des risques budgétaires dans le cycle budgétaire et améliorer les analyses de la déclaration de risques budgétaires (DRB), 5 au 16 juin 2023.**

La mission visait à approfondir les pratiques de gestion des risques budgétaires.

La mission a animé un atelier d'évaluation de la DRB annexée au projet de loi de finances (PLF) de 2023. Cet atelier a été l'occasion de renforcer les capacités en matière d'analyse des risques budgétaires d'une vingtaine de participants issus des différentes administrations membres du comité DPBEP-DRB, de partager les expériences internationales et d'identifier les pistes d'amélioration de la DRB.

Au cours des discussions bilatérales, les pistes d'amélioration de la quantification des risques et d'une meilleure intégration de la gestion des risques budgétaires dans le cycle budgétaire ainsi qu'à présenter les outils développés par le FMI ont été approfondis. Un ensemble de recommandations et un plan d'actions ont été proposés afin de conforter la pratique d'analyse de risques budgétaires en Côte d'Ivoire.

## Niger

### **Vers une gestion active et transparente des risques budgétaires, 10 au 21 juillet 2023.**

La mission, conduite par FAD visait à proposer des mesures de renforcement des capacités de gestion des risques budgétaires.

La mission a fait le constat que des pratiques naissantes de gestion de certains risques budgétaires ont été adoptées par les autorités, et sont communiquées annuellement avec les documents budgétaires. Elle a aidé à actualiser la cartographie des principaux risques budgétaires au Niger et proposé des canevas de rédaction des différents chapitres d'une déclaration des risques budgétaires que les Autorités envisagent de mettre en place. L'accent a été mis sur les risques climatiques pour lesquels une démarche de quantification a été proposée.

La mission a proposé des recommandations visant à initier un processus vertueux de gestion transparente des risques budgétaires et propose un plan de mise en œuvre

### **Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie, 29 mai au 02 juin 2023**

Le séminaire a été organisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest à Ouagadougou. Il avait pour objectif principal de faire le point de la conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats et de permettre, en outre, des échanges et discussions entre les participants.

Tous les Etats membres de l'UEMOA, à l'exception du Mali, étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Les représentants de la Guinée et de la Mauritanie ont aussi participé

aux travaux du séminaire. Des cadres de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) et de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) y ont également pris part.

La présentation d'AFRITAC de l'Ouest a fait une analyse des tendances récentes des agrégats macro budgétaires dans les pays de l'UEMOA en termes d'efforts de mobilisation des recettes et de réduction des déficits. Elle a ensuite fait le tour de la littérature portant sur les expériences internationales en matière de consolidation budgétaire et du rôle des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire dans la conduite des réflexions et la formulation des objectifs et des mesures de politique économique et budgétaire. La communication a fait le point des facteurs clés de réussite de la consolidation budgétaire, sur leurs impacts et sur leurs conceptions.

**Atelier régional : « 3eme atelier sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives pour les pays d'Afrique de l'Ouest, 3 au 7 juillet 2023 »**

L'atelier a proposé une approche d'apprentissage mixte reposant sur trois piliers : 1) des conférences, 2) des exercices pratiques utilisant le modèle FARI, et 3) des études de cas nationales. Les conférences étaient axées sur le secteur pétrolier et couvraient les modules suivants : 1) aperçu de l'industrie pétrolière, 2) régimes fiscaux pétroliers, 3) mécanismes de partage de la production, 4) participation de l'État, 5) prise de décision en matière d'exploration, 6) TVA dans le secteur extractif, 7) taxes sur le carbone dans le secteur extractif, et 8) FARI pour prévoir la contribution du secteur extractif aux revenus de l'Etat.

Les participants ont présenté leurs études de cas utilisant le modèle FARI pour effectuer une analyse du régime fiscal ou pour prévoir les recettes de plusieurs projets extractifs. Les principaux sujets abordés au cours des études de cas sont entre autres la détermination de l'évaluation des ventes de matières premières, la TVA dans le secteur extractif, les types de participation de l'État, les incitations à l'investissement et la conception de la redevance de production.

**Atelier régional UEMOA sur les meilleures pratiques de prévision macroéconomique, du 12 au 14 juillet 2023**

Le Conseiller résident a pris part, à distance à l'atelier organisé par la Commission de l'UEMOA en présentiel à Ouagadougou. Le thème central de cette session a porté sur « Enjeux des nouvelles recommandations de la directive portant TOFE et du Manuel des statistiques de finances publiques pour les travaux de cadrage macroéconomique dans les Etats membres de l'UEMOA ».

Le conseiller a présenté deux communications, l'une sur « Relecture du cadre comptable et des interrelations entre les agrégats des finances publiques et les autres comptes macroéconomiques » et l'autre sur « Prévision du Tableau des opérations financières de l'Administration publique ».

L'atelier a débouché sur d'importantes recommandations visant à renforcer les capacités des administrations en vue de la prise en compte de l'élargissement du champ des statistiques des finances publiques dans les modèles et les analyses macroéconomiques.

## Les cours en ligne du FMI

Des informations générales sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.edx.org/school/imfx>.

L'inscription aux cours en ligne, accessibles aux fonctionnaires et, dans certains cas, au public, est accessible à l'adresse suivante : <http://imf.smartcatalogiq.com>.

L'Institut du FMI propose des formations en ligne aux fonctionnaires des pays membres et au grand public. Des courtes vidéos de formation sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/c/IMFInstituteLearningChannel/featured>.

## Rapports de missions mis en ligne sur le site du FMI

Les rapports suivants ont été mis en ligne sur le site **Partners Connect** du FMI. Les membres du comité d'orientation des pays et les donateurs qui ont signé un accord de confidentialité avec le FMI peuvent accéder aux rapports à l'adresse suivante : TA Reports ([imfconnect.org](http://imfconnect.org)).

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
Sénégal	Statistiques de finances publiques	"Senegal: Preparation of Public Sector Statistics (Mars 28 – April 8, 2022), April 2022 (French)"
Sénégal	Statistiques du secteur réel	"Senegal: National Accounting Statistics (September 12 – September 30, 2022), September 2022 (French)"
Mauritanie	Statistiques du secteur réel	"Mauritania: National Accounting Statistics (July 18 – July 29, 2022), July 2022 (French)"
Niger	Administration fiscale et douanière	"Niger: Support for automated management of the taxpayer directory shared between DGI and DGD (November 14 – November 25, 2022), November 2022 (French)"
Mali	Statistiques de finances publiques	"Mali: Work to expand the scope coverage of Public Finance Statistics according to MSFP 2001/2014 (January 24 – February 4, 2022), February 2022 (French)"
Togo	Statistiques du secteur réel	"Togo: National Accounting Statistics (November 14 – November 25, 2022), November 2022 (French)"
Togo	Statistiques du secteur réel	"Togo: National Accounting Statistics (December 5 – December 15, 2022), December 2022 (French)"

Guinée	Gestion de la dette	"Guinea: Supporting the development of the domestic market for Treasury securities (October 17 – October 26, 2022), October 2022 (French)"
Mauritanie	Statistiques de finances publiques	"Mauritania: Work to expand the scope coverage of Public Finance Statistics according to MSFP 2001/2014 (May 23 – June 3, 2022), June 2022 (French)"
Guinée-Bissau	Gestion des dépenses publiques	"Guinea-Bissau: Follow-up on the implementation of the Treasury single account (February 20 – March 4, 2023), March 2023 (French)"
Bénin	Gestion des dépenses publiques	"Benin: Follow-up on the implementation of the Treasury single account (April 3 – April 14, 2023), April 2023 (French)"
Burkina Faso	Administration douanière	"Burkina Faso: Improved management, monitoring and control of exemptions and suspensive arrangements (February 20 – March 3, 2023), March 2023 (French)"

## ACTIVITES A VENIR

Les principales activités planifiées pour la période aout-octobre 2023 sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

Gestion des dépenses publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
UEMOA	13 <sup>o</sup> réunion du Réseau des praticiens des finances publiques	24-26 octobre 2023
Gestion de la dette et développement des marchés financiers		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Mauritanie	Elaboration du calendrier d'émission des valeurs du Trésor	18 au 26 septembre 2023
Guinée	Formation AVD	15 au 25 aout 2023
Administration fiscale		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Pays membres	Participation au séminaire ISORA	Aout 2023
Mali	Visite d'immersion des autorités	Octobre 2023
Burkina Faso	Poursuite de la mise en œuvre de l'automatisation de la programmation du contrôle fiscal.	Novembre 2023
Togo	Appui au projet d'informatisation du Commissariat des impôts (CI) de l'Office togolais des recettes (OTR) et à l'optimisation de son impact sur les performances des fonctions de base de l'administration fiscale	4-15 septembre 2023
Administration douanière		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Sénégal	Renforcement de la fonction de contrôle après dédouanement	16-27 octobre 2023
Burkina Faso	Contrôle après dédouanement	18-29 septembre 2023
Statistiques de finances publiques		
Pays membres	L'intégration des opérations non monétaires dans les statistiques de finances publiques (SFP), l'élaboration du compte de patrimoine et de la classification fonctionnelle des dépenses des administrations publiques	25 au 29 Septembre 2023
Guinée	Affinement du TOF de l'administration centrale budgétaire	14 au 25 aout
Statistiques du secteur réel		
Mauritanie	L'amélioration de la qualité et la cohérence entre les comptes nationaux annuels (CNA) et les comptes nationaux trimestriels (CNT)	28 août au 8 septembre 2023
Mali	Comptabilité nationale	9-20 octobre
Supervision bancaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date

Pays membres	Webinaire sur les principes fondamentaux de Bâle révisés pour un contrôle bancaire efficace	12 septembre 2023
Mauritanie	La gouvernance et le contrôle interne des établissements de crédit ainsi que la mise en place du ratio structurel de liquidité à long terme.	11 au 22 septembre 2023
Secrétariat général de la Commission bancaire	Risque de marché et risque de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire	29 au 31 août 2023
<b>Analyses macroéconomique et budgétaire</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Pays membres	Séminaire- Changements climatiques et politiques macro-financières	18-22 septembre 2023
Benin	Renforcer l'analyse des risques liés aux entreprises et à la dette publiques	10-18 août 2023
Cote d'Ivoire	Intégrer le changement climatique dans la gestion des finances publiques et des investissements publics (avec FAD)	12 au 14 juillet (en virtuel) puis 7 au 18 septembre 2023 (en présentiel)
Burkina Faso	Renforcer l'analyse et les outils de quantification des risques budgétaires (avec la conseillère budget)	10 au 20 octobre (en virtuel) puis 30 octobre au 10 novembre

## MEMBRES

---



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

## PARTENAIRES

---



**Belgique**  
partenaire du développement



---

**AFRITAC de l'Ouest**  
Immeuble BCEAO  
Abidjan, Plateau  
Côte d'Ivoire  
[www.afritaouest.org](http://www.afritaouest.org)  
[www.facebook.com/afritaouest](https://www.facebook.com/afritaouest)  
(+225) 27 20 20 89 87